



**PRÉFET
DE LA CORRÈZE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques et
de l'Appui Territorial**

**Bureau de l'environnement et du
cadre de vie**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement**

**de la société SOCIETE DE LOGISTIQUE USSACOISE STESARL (FROIDEFOND)
de respecter les prescriptions applicables aux activités exploitées sur son site de la
ZAC de la Gare – Ussac (19270)**

Le Préfet de la Corrèze,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 122-1 et suivants ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous « l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510, 4741 ou 4745 » ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 7 août 2024 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture de la Corrèze, sous-préfète de Tulle – Mme Nicole CHABANNIER ;

Vu le décret du 15 janvier 2025 portant nomination de M. Vincent BERTON, préfet de la Corrèze ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 19-2024-12-02-00003 du 2 décembre 2024 portant délégation de signature à Mme Nicole CHABANNIER, secrétaire générale de la préfecture de la Corrèze ;

Vu l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 20 septembre 2016 délivré à la société SOCIETE DE LOGISTIQUE USSACOISE pour l'exploitation de son entrepôt relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées sur le territoire de la commune d'Ussac à l'adresse ZAC de la Gare ;

Vu la preuve de dépôt d'une déclaration initiale d'une installation classée relevant du régime de ma déclaration du 24 février 2016 relative à la rubrique 1435 de la nomenclature des installations classées exploitée par la société SOCIETE DE LOGISTIQUE USSACOISE sur le territoire de la commune d'Ussac à l'adresse ZAC de la Gare ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées faisant suite au contrôle sur site réalisé le 9 octobre 2025 et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier recommandé daté du 25 novembre 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 9 décembre 2025 ;

Considérant que lors de la visite du 9 octobre 2025, l'Inspection des installations classées a constaté les faits suivants :

- l'absence d'attestation de réalisation de la bande de protection de 5 mètres de part et d'autre des murs coupe-feu 2h sur la toiture de l'entrepôt ;
- la présence d'un stockage de produits combustibles dans la partie Nord de la cellule 1 de l'entrepôt ;
- la présence de commandes de désenfumage rendues inaccessibles en raison de l'aménagement actuel du stockage, les rendant ainsi inopérantes ;
- l'absence d'alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenchant le compartimentage de la ou des cellules sinistrées ;
- la présence de robinets incendie armés et d'extincteurs rendus inaccessibles en raison de l'aménagement actuel du stockage, les rendant ainsi inopérants ;
- la présence de non-conformités persistantes relevée sur les rapports de vérifications des installations de sprinklage Q1 des années 2024 et 2025 ;
- la présence de non-conformités persistantes relevées dans les rapports de vérifications relatifs aux installations de désenfumage naturel, portes coupe-feu et équipements d'alarme type 4, et plus précisément sur les portes coupe-feu et alarmes, des années 2024 et 2025 ;
- la présence de dispositif de blocage des portes coupe-feu ;
- l'absence de réalisation d'exercices de défense incendie ;
- l'absence de formation du personnel de l'entreprise, ainsi que du personnel des entreprises extérieures (chauffeurs notamment) sur les risques des installations, les conduites à tenir en cas d'incident sur le site et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention ;
- la présence de non-conformités persistantes relevées dans le rapport quadriennal de vérification périodique des installations électriques de 2025 et de non-conformités relevées dans le rapport Q18 de 2025 ;
- l'absence de consignes de sécurité relatives à la zone de remplissage et de livraison de la station-service ;
- l'absence de nettoyage du séparateur d'hydrocarbures présent à proximité de la station-service ;
- l'absence de réserve de produits fixants ou de produits absorbants appropriés permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus au niveau de la station-service.

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles suivants de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé :

- annexe V – article 4 (mesures constructives – bande de protection de la toiture) ;
- annexe II – article 5 (dispositifs de désenfumage)

- annexe II – article 12 (détection automatique d'incendie)
- annexe II – article 13 (accessibilité aux moyens de lutte contre l'incendie, exercice de défense contre l'incendie, formation du personnel sur les risques des installations)
- annexe II – article 15 (Installations électriques)

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles suivants de l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 modifié susvisé :

- annexe I – article 4.2 (moyens de lutte contre l'incendie)
- annexe I – article 3.6 (vérification périodique des installations électriques)

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles suivants de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 modifié susvisé :

- article 4.7 (consignes de sécurité)
- article 5.10 (aires de dépotage ou de distribution – séparateur d'hydrocarbures et présence de produits fixants ou absorbants)

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles suivants de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 20 septembre 2016 susvisé :

- article 2.2.1 (mesures constructives - bande de protection de la toiture)
- article 2.1.1 (conditions de stockage au Nord de la cellule 1 de l'entrepôt)

Considérant que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement dans la mesure où ils sont susceptibles d'accroître les risques d'incendie et d'en aggraver les conséquences ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société SOCIETE DE LOGISTIQUE USSACOISE de respecter les dispositions des articles de l'arrêté susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de l'inspection des installations classées :

ARRÊTE :

Article 1 – La société SOCIETE DE LOGISTIQUE USSACOISE, exploitant un entrepôt de stockage sis ZAC de la Gare sur la commune d'Ussac, est mise en demeure de respecter, les dispositions des articles suivants, dans les délais mentionnés courant à compter de la notification du présent arrêté :

- article 2.2.1 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 20/09/2016 et article 4 de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié, en fournissant à l'Inspection, **sous 3 mois**, l'attestation de réalisation de la bande de protection de 5 m de part et d'autre des murs coupe-feu 2 h sur la toiture ;
- article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 20/09/2016, en supprimant, **sous 3 mois**, le stockage des produits combustibles au Nord de la cellule 1 de l'entrepôt, tout en respectant la séparation de 4,5 m entre les derniers îlots de stockage et la paroi du bâtiment de la cellule C1, face à la parcelle n°64 ;
- article 5 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié, en déplaçant, **sous 1 mois**, le stockage entravant l'accès aux commandes de désenfumage ;
- article 12 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié, en précisant, **sous 1 mois**, si, en dehors du local où se situe la centrale incendie, la détection actionne une alarme

- perceptible en tout point du bâtiment et dans la négative, elle devra, **sous 4 mois**, mettre en place cette alarme ;
- article 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié et article 4.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 modifié, en :
 - maintenant dégager, **sans délai**, l'ensemble des accès aux RIA et extincteurs ;
 - mettant en œuvre, **sous 3 mois**, les actions correctives nécessaires afin de remédier aux anomalies constatées sur les installations de sprinklage, dans le dernier rapport de vérification ;
 - mettant en œuvre, **sous 3 mois**, les actions correctives nécessaires afin de remédier à l'ensemble des anomalies relatives aux portes coupe-feu et équipements d'alarme type 4 constatées dans les rapports de vérification ;
 - interdisant, **sans délai**, la mise en place de tout dispositif de blocage des portes coupe-feu ;
 - réalisant, **sous 3 mois**, le premier exercice de défense incendie, en lien éventuellement avec le SDIS. La date de réalisation de l'exercice devra être communiquée en amont à l'Inspection et le compte-rendu devra également lui être adressé en suivant. Ces exercices devront être renouvelés a minima tous les 3 ans ;
 - s'assurant, **sous 3 mois**, de la bonne formation du personnel de l'entreprise, ainsi que du personnel des entreprises extérieures (chauffeurs notamment) sur les risques des installations, les conduites à tenir en cas d'incident sur le site et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Les personnes désignées par l'exploitant pour intervenir doivent être entraînées à la manœuvre des moyens de secours. A ce titre, les attestations de formation de ces personnes devront être adressées à l'Inspection en suivant ;
- article 15 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié et article 3.6 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 modifié, en corrigeant, **sous 3 mois**, l'ensemble des anomalies constatées dans les rapports de vérification des installations électriques de 2025 ;
- article 4.7 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 modifié, en rédigeant, **sous 1 mois**, les consignes de sécurité relatives à la zone de remplissage/livraison de la station-service ;
- article 5.10 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 modifié, en :
 - faisant procéder, **sous 1 mois**, au nettoyage, par une entité habilitée, du séparateur d'hydrocarbures présent à proximité de la station service ;
 - mettant en place, **sous 1 mois**, une réserve de produit absorbant en cas de déversement de produits inflammables issus de la station service, permettant ainsi de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus.

L'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées, dans les délais susvisés, les éléments justifiant de la réalisation des actions correctives permettant de respecter les articles susmentionnés.

Les délais courent à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans les délais prévus par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 – Le présent arrêté est notifié à la société SOCIETE DE LOGISTIQUE USSACOISE.

Article 4 – Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Limoges, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication sur le site internet des services de l'État dans le département.

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Article 5 – Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Corrèze pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 – La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Corrèze, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et l'Inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée au maire d'Ussac.

A Tulle, Le 22 décembre 2025

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale



Nicole CHABANNIER

